

Burundi : une étrangeté dans une Afrique du politiquement correct

Jeune Afrique, 25/09/2012 Burundi : retour sur scÃ"neil Burundi : ici et nulle part ailleurs... Par FranÃ§ois SoudanQui, hors des frontiÃ"res de ce petit pays de 10Ã millions d'habitants nichÃ© au coeur de l'Afrique des Grands Lacs, s'en est rendu compte ? Jusqu'en avril 2012 et l'amnistie dÃ©finitive de l'intÃ©ressÃ©, prononcÃ©e presque en catimini dans la torpeur d'un vendredi traditionnellement consacrÃ© aux sports collectifs, le Burundi avait Ã sa tÃªte un condamnÃ© Ã mort. Ancien rebelle dÃ©mocratiquement Ã©lu en 2005 (puis rÃ©Ã©lu en 2010), Pierre Nkurunziza traÃªnait derriÃ"re lui cette sentence assÃ©nÃ©e fin des annÃ©es 1990 avant que les accords de paix d'Arusha ne viennent la suspendre. Apparemment, cette incongruitÃ© ne gÃªnait personne.

Autre Ã©trangetÃ© dans une Afrique oÃ¹ le politiquement correct, mais aussi le souvenir cuisant des identitÃ©s meurtriÃ"res, veut que l'on taise en public son appartenance tribale, l'existence des deux ethnies -Ã Hutus majoritaires et Tutsis- est ici non seulement revendiquÃ©e, mais donne lieu Ã une politique de quotas, au sein tant de l'exÃ©cutif que du Parlement et de l'armÃ©e. Pour construire leur pays, les Burundais ont adoptÃ© une dÃ©marche inverse de celle de leurs voisins rwandais. C'est en assumant ses diffÃ©rences et ses spÃ©cificitÃ©s communautaires que l'on construit une nation : cette dÃ©marche, radicalement inverse de celle du voisin rwandais, est unique sur le continent. Au Burundi et nulle part ailleurs... La pesanteur des rÃ©flexes sociaux et l'univers mesquin, trop souvent violent, qui est celui de la politique burundaise font cependant que la voie choisie il y a douze ans Ã Arusha est pÃ©rilleuse Ã suivre. Au pouvoir depuis 2005, le prÃ©sident Nkurunziza, 48Ã ans, footballeur Ã©mÃ©rite, prÃ©dicateur explosif et ancien maquisard des collines, est certes parvenu Ã ratisser au-delÃ de son socle ethnique, en nouant de bonnes relations avec le Rwanda de Paul KagamÃ© et en quadrillant les campagnes, oÃ¹ rÃ©sident plus de 80Ã % de ses compatriotes. Sa simplicitÃ©, son enracinement rural et les mesures spectaculaires prises en faveur de l'Ã©ducation et de la santÃ© du monde paysan ont contribuÃ© Ã asseoir sa popularitÃ©, mÃªme si l'opposition et la sociÃ©tÃ© civile, pugnaces et essentiellement implantÃ©es Ã Bujumbura, y voient avant tout l'expression d'une dÃ©rive populiste, personnelle et autoritaire. Reste que le clivage principal, s'il n'oppose plus les Hutus et les Tutsis mais les Hutus entre eux, dans le cadre d'une compÃ©tition pour le pouvoir qui s'est substituÃ©e au cycle infernal des revanches ethniques du passÃ©, n'en est pas moins lourd de menaces. Les rÃ©centes vellÃ©itÃ©s de reprise des hostilitÃ©s par une faction se rÃ©clament des Forces nationales de libÃ©ration, groupe longtemps proche des ex-gÃ©nÃ©ralistes hutus rwandais, sont Ã cet Ã©gard aussi irresponsables qu'inquiÃ©tantes. Pierre Nkurunziza, dont l'Ã©lection en 2010 a Ã©tÃ© contestÃ©e par ses adversaires et Ã qui l'on prÃ©voit l'intention de se reprÃ©senter en 2015 (le dÃ©bat constitutionnel sur ce point n'est toujours pas tranchÃ©), doit veiller Ã ce que la rÃ©ponse de l'Ã©tat soit proportionnÃ©e. Rien ne serait plus dommageable pour l'exception burundaise qu'une rÃ©action indiscriminÃ©e confondant dÃ©mocrates et hors-la-loi. Ã Burundi : connais-toi et change Par Jean-Salathiel Muntunutiwe Jean-Salathiel Muntunutiwe est Docteur en sciences politiques, enseignant au dÃ©partement d'histoire de l'universitÃ© du Burundi. Le Burundi a vÃ©cu ces cinquante derniÃ"res annÃ©es une histoire violente, qui se matÃ©rialise par une mÃ©moire collective douloureuse. Depuis 1998, ce pays tente de se rÃ©concilier avec lui-mÃªme. Mais ce processus doit d'abord commencer par l'anamnÃ©se : il lui faut revisiter son histoire, la critiquer et la dÃ©passer afin de crÃ©er un espace sociomental permettant une nouvelle faÃ§on de gÃ©rer la res publica. Ã« Connais-toi. Ã» Cela passe d'abord par une Ã©lucidation de notre douloureux passÃ©. L'accord d'Arusha pour la paix et la rÃ©conciliation signÃ© en 2000 a Ã©tÃ© Ã la fois une Ã« critique Ã» de l'histoire nationale et une tentative de construction d'une solution pour sortir de la violence. Ce texte, pour incomplet qu'il soit, a Ã©tÃ© une stratÃ©gie mobilisÃ©e par les politiques burundais dans le but de rÃ©soudre la crise politico-ethnique violente opposant entre elles les Ã©lites postindÃ©pendance. La peur de perdre le pouvoir ou une parcelle de celui-ci a autorisÃ© et autorise les usages politiques de la violence, rendant possible et Ã« l'Ã©gite Ã» la reproduction des anciennes mÃ©thodes de gouvernement dÃ©criÃ©es depuis la lutte pour l'instauration de la dÃ©mocratie. Cette faÃ§on de faire limite ou atrophie le dÃ©veloppement de la gouvernance. Ce n'est pas le pouvoir qui corrompt, c'est la peur. Celle du pouvoir pour ceux qui y sont soumis, celle d'en Ãªtre privÃ©s pour ceux qui l'exercent. Se connaÃªtre, c'est dÃ©passer, pour les transcender, les anciennes mÃ©thodes de gestion autoritaires. Le nouveau systÃ©me de pensÃ©e inspirÃ© d'Arusha exige le rejet de la violence, des abus de pouvoir, de l'injustice, de l'arbitraire, etc. Il a Ã« sacralisÃ© Ã» le dialogue comme mÃ©canisme de rÃ©gulation des problÃ©mes sociaux. Or toute rÃ©forme requiert des personnes convaincues de son opportunitÃ© et de son utilitÃ©. Ainsi, tout dÃ©mocrate est convaincu que les principes de base de la dÃ©mocratie doivent Ãªtre respectÃ©s et promus afin de la consolider. Il s'agit, pour le Burundi, de Louis Rwagasore, de Melchior Ndadaye, etc. Leur volontÃ© commune a provoquÃ©, dans des contextes diffÃ©rents et difficiles, leur assassinat. L'homme d'Ã©tat est celui qui tombe vingt fois et se relÃ©ve vingt et une fois. Il doit pour cela vaincre les liens subjectifs, politiques et individuels qui l'empÃªchent d'enclencher une gestion rationnelle. Car ce n'est pas le pouvoir qui corrompt, c'est la peur. La peur du pouvoir pour ceux qui y sont soumis, et celle d'en Ãªtre privÃ©s pour ceux qui l'exercent. Se connaÃªtre, c'est Ã©viter l'enfermement, qui conduit Ã l'unanimisme, reproducteur de pratiques risquant de dÃ©truire les bases sociales en construction. Depuis 1982, le refus catÃ©gorique du dialogue a abouti Ã la sÃ©dimentation des frustrations qui, Ã la longue, constituÃ"rent l'infrastructure de la contestation violente. En effet, les leaders du Palipehutu [Parti pour la libÃ©ration du peuple hutu, NDLR] et, plus tard, du CNDD-FDD [Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie-Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie] ont mobilisÃ© respectivement l'absence de dialogue inclusif et le refus de la dÃ©mocratie pour lutter contre les pouvoirs en place. Ainsi, pour ces entrepreneurs de l'identitÃ©, le refus du dialogue a permis que leur idÃ©ologie hÃ©gÃ©monique soit intÃ©riorisÃ©e et lÃ©gitimÃ©e par les populations et les communautÃ©s nationale et internationale. En rÃ©alitÃ©, l'enfermement provoque des contestations violentes et destructrices. Or la stratÃ©gie d'ouverture a pour avantage immÃ©diat la dÃ©crispation du champ sociopolitique, permettant la rÃ©alisation de nombreux chantiers du gouvernement. Se connaÃªtre, c'est construire une sociÃ©tÃ© par la justice. L'Ã©tat droit en est la condition fondamentale, c'est-Ã-dire un Ã©tat qui crÃ©e le droit, le fait respecter et le respecte lui aussi. L'histoire du Burundi est dominÃ©e par des violences politiques de masse. Pour Ã©viter que celles-ci ne crÃ©ent la culture de la violence ou plutÃ´t pour y mettre fin, d'autres mÃ©canismes juridictionnels peuvent Ãªtre pensÃ©s. Ainsi, la justice

transitionnelle doit être appliquée afin de guérir les mémoires individuelles et collectives blessées. « Connais-toi et change. » Cette paraphrase de Socrate reste d'actualité, en ce sens qu'elle pose la question du leadership burundais. Celui-ci est tenu de transformer la société en lui donnant des orientations politique et philosophique solides. Il doit se connaître afin d'impulser ce changement. Ainsi tu seras un homme d'état, mon fils !